

RAPPORT 2016 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - CAMEROUN

Résumé analytique

La Constitution dispose que le Cameroun est un État laïque, interdit le harcèlement religieux et prévoit la liberté de religion et de culte. Pendant l'année, le gouvernement a pris une série de mesures visant, selon lui, à préserver l'ordre au sein de groupes religieux en proie à des différends internes. Il s'agissait notamment de cas de différends survenus dans des communautés chrétiennes qui portaient sur la création de nouveaux districts ecclésiastiques et sur le leadership de l'Église, ce qui avait incité les autorités à fermer des églises temporairement. Le gouvernement a encouragé les groupes religieux à trouver des solutions à leurs problèmes par la voie de la concertation et il a tenu un haut fonctionnaire départemental responsable de harcèlement à l'égard d'un ecclésiastique. Les autorités ont entrepris un recensement des groupes religieux actifs dans le pays et prévoyaient que cela pourrait mener à l'agrément de nouvelles organisations religieuses et à la fermeture de groupes précédemment agréés. Les autorités n'ont pas levé officiellement l'interdiction du voile intégral musulman imposée dans la région de l'Extrême-Nord après les attentats terroristes de juillet 2015, mais elles ne l'ont pas appliqué dans la pratique.

Boko Haram a lancé une série d'attaques violentes, notamment des attentats suicides à la bombe, visant des civils, des fonctionnaires de l'État et des membres des forces armées, et a menacé les populations dans la région de l'Extrême-Nord. Les attaques contre les civils n'étaient pas sélectives et incluaient des massacres et des enlèvements de musulmans et de chrétiens. Les insurgés se sont attaqués à des lieux de culte. Selon certains rapports, à dater de la fin de l'année, Boko Haram aurait tué au moins 400 civils, policiers, gendarmes et militaires. Le 17 mars, les médias locaux ont signalé qu'un tribunal militaire avait condamné 89 membres de Boko Haram à la peine capitale en vertu de la loi de 2014 sur la lutte contre le terrorisme, pour des attaques commises dans la région de l'Extrême-Nord.

La volonté d'autonomie de la part de certains districts ecclésiastiques a souvent fait obstacle à la tenue d'offices religieux et, dans un cas au moins, a mené à l'expulsion de membres d'une communauté chrétienne. De nombreuses personnes ont continué d'associer Boko Haram à l'islam et/ou à un groupe ethnique spécifique, ce qui a eu pour conséquence d'accroître encore la stigmatisation de certains musulmans. Nombre de dirigeants religieux en vue, y inclus des imams et des responsables d'associations confessionnelles, ont dénoncé les actions de Boko

Haram et en particulier ses attaques contre les forces de sécurité et les civils. Ces dirigeants ont également appelé l'attention sur les efforts de Boko Haram visant à obtenir des appuis auprès des populations locales, musulmanes et chrétiennes.

Des fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis ont évoqué les questions liées à la liberté de religion avec des responsables du gouvernement, plaidant pour plus de transparence et d'efficacité dans le processus d'enregistrement des groupes religieux. Des responsables de l'ambassade ont rencontré des dirigeants des principaux groupes religieux pour examiner les obstacles à la liberté de religion, notamment la montée de l'ostracisme et de l'intolérance religieuse. Par ailleurs, l'ambassade a évoqué à titre préventif les dangers de l'intolérance interconfessionnelle et intra-confessionnelle dans le cadre de programmes de diffusion extérieure auprès de groupes religieux pour promouvoir la tolérance religieuse et le dialogue interconfessionnel par le biais de rencontres individuelles.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 24,4 millions d'habitants (estimations de juillet 2016). Selon le recensement de 2005 (le dernier disponible) dont les résultats ont été publiés en 2010, 69,2 % des habitants sont chrétiens, 20,9 % musulmans, 5,6 % animistes, 1,0 % d'autres confessions, et 3,2 % sans religion déclarée. Parmi les chrétiens, on compte environ 38,4 % de catholiques, 26,3 % de protestants, 4,5 % d'autres confessions chrétiennes, y compris les Témoins de Jéhovah, et moins de 1 % de chrétiens orthodoxes. On compte un nombre de plus en plus important d'églises chrétiennes du réveil.

Les chrétiens sont concentrés dans les régions sud et ouest du pays. Les deux régions anglophones sont majoritairement protestantes alors que les cinq régions méridionales francophones sont avant tout catholiques. Le groupe ethnique des Foulani (ou Peuhl) sont essentiellement musulmans et habitent les régions francophones du nord; le groupe ethnique des Bamoun est, lui aussi, principalement musulman et est établi dans la région ouest. De nombreux musulmans, chrétiens et membres d'autres confessions pratiquent aussi certains aspects de l'animisme.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution définit la nature laïque de l'État, interdit le harcèlement ou la discrimination fondés sur la religion et prévoit la liberté de religion et de culte.

La loi sur la liberté d'association régit les rapports entre le gouvernement et les groupes religieux. Le gouvernement doit approuver les groupes ou établissements religieux avant qu'ils puissent fonctionner dans la légalité. Bien que la législation ne prescrive aucune sanction spécifique en cas d'opération sans reconnaissance officielle, le gouvernement peut suspendre les activités de tout groupe non enregistré. Il n'oblige pas les groupes religieux autochtones à s'enregistrer, considérant que la pratique d'une religion traditionnelle est une activité d'ordre privé menée par les membres d'un groupe ethnique ou familial spécifique ou les habitants d'une localité particulière.

Pour être autorisé, un groupe religieux doit être légalement reconnu comme une assemblée religieuse, celle-ci se définissant comme « un groupement de personnes physiques ou morales ayant pour vocation de rendre hommage à une divinité » ou « un groupement de personnes vivant en communauté conformément à une doctrine religieuse ». Le groupe religieux doit soumettre au bureau départemental approprié (niveau local) une demande d'autorisation incluant les statuts du groupe décrivant ses activités envisagées, les noms et fonctions des responsables du groupe et une déclaration de son engagement de respecter la législation sur la liberté d'association. Le bureau compétent transmet les documents au ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MINATD) qui examine le dossier et l'envoie à la présidence en recommandant l'approbation ou le rejet de la demande. L'autorisation peut alors être accordée par décret présidentiel. Cette autorisation ne confère aucun avantage fiscal général mais permet aux groupes religieux de recevoir hors taxes des dons immobiliers aux fins d'exercice de leurs activités, et de se rassembler en public et de célébrer leur culte. Elle permet aussi aux missionnaires d'obtenir des visas de plus longue durée. Les groupes religieux non autorisés peuvent se rassembler en public et exercer leur culte dans le cadre d'une politique de « tolérance administrative » tant qu'ils ne perturbent pas la paix et la sécurité publique.

Le MINATD peut ordonner la suspension d'une organisation religieuse au motif qu'elle « perturbe l'ordre public », motif qui n'est pas défini dans la législation. Le président peut aussi dissoudre toute organisation religieuse autorisée qui « s'écarte de sa mission originelle ».

Le ministère de l'Éducation de base et le ministère de l'Enseignement secondaire exigent que les écoles religieuses privées suivent le même cursus, aient les mêmes infrastructures et respectent les mêmes normes de formation des enseignants que les établissements d'enseignement de l'État. À la différence des établissements d'enseignement publics, les établissements privés peuvent dispenser un enseignement religieux.

Le pays est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a souvent ordonné la fermeture temporaire d'églises, notamment de deux de celles-ci appartenant à l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC) à Abong-Mbang (région Est), aux fins déclarées de tenter de résoudre des crises de leadership au sein de groupes chrétiens. Le gouvernement a déclaré avoir pris cette mesure en tant que moyen de préserver l'ordre et d'encourager la recherche d'une solution et la réconciliation de la part des parties concernées. Les membres de l'EPC se sont dits frustrés par la décision des autorités mais ont exprimé l'espoir que les fermetures pourraient aboutir à une solution durable.

À la fin de l'année, selon l'organisation de défense des droits de l'homme OS-Civiles Droits de l'Homme, un instructeur d'une école coranique qui avait été arrêté en décembre 2014 lors d'une descente des forces de sécurité dans plusieurs de ces établissements à Guirvidig (région Extrême-Nord) a été acquitté et remis en liberté. L'organisation a signalé que 13 autres personnes étaient en détention provisoire, alors que selon Amnesty International, il y avait 43 adultes qui étaient encore en détention depuis la descente des forces de sécurité, sans compte deux autres qui étaient décédées depuis. Après la même descente des forces de sécurité, 84 enfants avaient été détenus pendant six mois dans un centre pour enfants.

Modestine Yida Mbukwe, plaignante dans un procès intenté en août 2015, a renoncé à ses poursuites contre un officier de gendarmerie après que le tribunal militaire se fut abstenu de tenir audience. Elle avait déclaré que l'officier l'avait insultée parce qu'elle portait un foulard islamique et qu'il avait essayé de le lui arracher.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour arriver à une décision sur les demandes d'autorisation de statut juridique déposées par divers groupes religieux depuis plusieurs années. Le gouvernement n'a approuvé qu'un seul groupe

religieux au cours des 17 dernières années et aucun depuis 2010. Selon le MINATD, les lacunes dans les demandes et la longueur des enquêtes sur les antécédents ont contribué aux retards de l'octroi des approbations. Si la législation dispose que tous les groupes doivent s'enregistrer, le gouvernement a continué à laisser de nombreux petits groupes religieux non enregistrés fonctionner librement dans le cadre de sa politique de « tolérance administrative ». À la fin de l'année, le nombre de groupes religieux dûment enregistrés s'élevait à 47, mais selon des responsables religieux, on en comptait des centaines d'autres qui menaient leurs activités sans autorisation officielle. L'une de ces organisations, la Cameroon Bible Fellowship, cherche à se faire enregistrer depuis 2002.

Contrairement à l'année précédente, les autorités n'ont pas pris de mesures pour interdire le port du voile intégral islamique parmi leurs administrées. Bien que l'interdiction prononcée en juillet 2015 dans la région Extrême-Nord soit restée en vigueur, le gouvernement ne l'a pas appliquée et de nombreuses musulmanes portaient la burqa dans d'autres régions sans être inquiétées.

Au cours de l'année, le gouvernement a ordonné un recensement des groupes religieux actifs dans le pays. Des fonctionnaires de la MINATD ont déclaré que cela aiderait les autorités à mieux connaître les organisations religieuses en déterminant leur statut d'enregistrement, les lieux et les heures des offices, leur structure organisationnelle et les pratiques générales. Ils ont également noté que le recensement pourrait donner lieu à l'émission de nouvelles autorisations ou au retrait d'autorisations en vigueur. Le recensement était encore en cours à la fin de l'année. Durant la conférence biennale des gouverneurs régionaux qui s'est tenue à Yaoundé en juillet, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation a prié instamment les gouverneurs d'accélérer les enquêtes en rapport avec le recensement et de soumettre leurs rapports d'évaluation.

Le gouvernement a accordé de vastes pouvoirs légaux aux chefs traditionnels dans l'administration de leurs districts. À ce titre, les chefs traditionnels ont exercé leur contrôle sur les mosquées locales et avaient le droit de nommer ou de congédier les imams.

La station de télévision et les stations de radio de l'État diffusaient régulièrement des cérémonies et des offices religieux chrétiens et islamiques lors des fêtes et événements nationaux. Des ministres et le président de la République assistaient fréquemment à ces cérémonies.

Le gouvernement a accordé des subventions annuelles à tous les établissements privé d'enseignement primaire et secondaire, y compris à ceux tenus par des confessions religieuses. Le montant de la subvention était proportionné à la taille de l'établissement.

Violences commises par des forces étrangères et des acteurs non nationaux

La Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique, plus connue sous le nom de Boko Haram et désignée organisation terroriste par le gouvernement des États-Unis, a continué de commettre des actes de violence de masse dans le cadre de ses efforts visant à imposer ses convictions religieuses et politiques. Boko Haram a commis de nombreuses attaques, notamment des massacres de masse, ciblant souvent des civils mais dirigées aussi contre des fonctionnaires du gouvernement et des membres des forces armées. Elle a également menacé les populations dans la Région de l'Extrême-Nord. Les attaques contre les civils n'étaient pas sélectives et incluaient des massacres et des enlèvements de musulmans et de chrétiens. Les insurgés s'en sont pris à des lieux de culte. Bien qu'il n'y ait pas d'estimations précises du nombre total de morts et de personnes enlevées, certains rapports indiquent qu'à la fin de l'année, Boko Haram avait tué plus de 400 civils, policiers, gendarmes et militaires.

Boko Haram a mené un grand nombre d'attaques-suicides et d'agressions meurtrières au cours de l'année. Le 13 janvier, un kamikaze a tué 12 fidèles rassemblés dans une mosquée de Kouyapé. Le 18 janvier, un autre kamikaze a tué quatre fidèles dans une mosquée de Nguetchéwé. Le 25 janvier, un quadruple attentat suicide à la bombe a fait 32 morts dans un marché de Bodo. Le 10 février, deux kamikazes ont tué six personnes lors d'un enterrement à Nguetchéwé. Le 20 mai, Boko Haram a tué au moins neuf personnes et a incendié 39 maisons à Indoua, près de la frontière nigériane. Le 4 juin, Boko Haram a attaqué la communauté de Touboun Ali par Darack, village riverain du lac Tchad, tuant 10 pêcheurs et en blessant et en enlevant plusieurs autres. Le 29 juin, les médias ont signalé qu'un kamikaze affilié à Boko Haram avait tué au moins 11 personnes à Djakana, près de la frontière nigériane. Les victimes s'assemblaient près d'une mosquée et s'apprêtaient à rompre le jeûne du Ramadan. Quelques minutes plus tard, une attaque visant un club vidéo a fait au moins quatre morts. Le 21 septembre, Boko Haram a lancé une attaque-suicide à Djakana, dans le district de Mayo Sava, qui a fait quatre morts et deux blessés dans la population civile. Les 22 novembre, les médias ont signalé que des combattants soupçonnés d'appartenir

à Boko Haram avaient lancé trois attaques dans le nord du pays. L'un des assaillants a tué six personnes ; les deux autres attaques n'ont pas fait de morts.

Le gouverneur Midjiyawa Bakari de la Région de l'Extrême-Nord a fait savoir que les membres d'un groupe local d'autodéfense avaient repéré un homme soupçonné d'être un combattant de Boko Haram qui se dirigeait à bicyclette en direction de la ville de Mora où des chrétiens se rassemblaient pour assister à une messe de Noël le 25 décembre. Le groupe d'autodéfense a tenté de l'arrêter et de le fouiller, mais il a fait sauter les explosifs qu'il portait sur lui, se tuant lui-même ainsi qu'un civil qui se trouvait à proximité et deux membres du groupe d'autodéfense. Les médias locaux ont également fait état de trois autres attaques armées le jour de Noël à Fotokol, à Belgede et à Madame, qui ont fait plusieurs blessés.

Le gouvernement camerounais a œuvré en conjonction avec le gouvernement nigérian dans le cadre d'une campagne où ils ont uni leurs forces pour libérer les civils aux mains de Boko Haram et appréhender les combattants du groupe. Le 26 février, le gouvernement a signalé que les forces conjointes avaient tué 92 membres de Boko Haram et libéré 850 personnes en détention. Le 17 mars, les médias locaux ont signalé qu'un tribunal militaire avait condamné 89 membres du groupe à la peine capitale en vertu de la loi de 2014 relative à la lutte contre le terrorisme pour participation aux attaques commises dans la Région Nord du pays. Le 5 avril, le commandant des forces conjointes du Cameroun contre Boko Haram a fait savoir que plus de 300 membres du groupe avaient été arrêtés et qu'au moins 2 000 personnes avaient été libérées des bases où le groupe les détenait le long des frontières du Cameroun, du Nigeria et du Tchad. Le 15 mai, le gouvernement a signalé que les forces conjointes avaient appréhendé cinq dirigeants de Boko Haram et libéré 18 femmes et 28 enfants dans la forêt septentrionale de Madawaya. Le 16 décembre, il a été annoncé que la frontière entre le Cameroun et le Nigeria avait rouvert pour la première fois en trois ans, ce qui indiquait une réduction de la menace présentée par les attaques de Boko Haram.

Le 14 juillet, Amnesty International a publié un rapport où elle suggérait que plus de 1 000 des personnes arrêtées et accusées de soutenir Boko Haram mouraient de maladie et de malnutrition en détention dans des locaux du gouvernement camerounais. Selon le rapport, beaucoup de ces personnes avaient été arrêtées sans soupçon raisonnable qu'elles aient commis des crimes quelconques et ont été traduites sans motifs réels ni fondements factuels devant des tribunaux militaires.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Dans plusieurs cas, des différends survenus au sein de communautés religieuses et concernant le personnel et la gestion des églises, la création de nouveaux districts ecclésiastiques et l'adoption de nouveaux statuts, s'opposaient à l'exercice du culte ou donnaient lieu à la fermeture temporaire d'églises. Les églises les plus touchées comprennent celles des paroisses de l'EPC d'Ebolowa, d'Abong-Mbang et de Ngaoundéré, ainsi que celles de l'archidiocèse des régions Nord-Ouest et Ouest de l'Eglise anglicane du Cameroun.

L'administrateur adjoint de la Commission de l'archidiaconé de l'Eglise anglicane du Cameroun pour les régions Nord-Ouest et Ouest, le révérend Nchinda, a déclaré dans une lettre datée du 5 février que l'évêque du Diocèse anglican du Cameroun, Mgr Dibo Thomas Babyngton Elango, portait atteinte au droit à la liberté du culte de son groupe. Cette accusation était émise en réponse à un différend remontant à 2013, relatif au désir de l'archidiacre Emmanuel Yuh de se séparer du Diocèse anglican du Cameroun pour former un diocèse distinct, au motif que Mgr Elango accordait un traitement préférentiel au clergé nigérian par rapport au clergé camerounais moins nombreux. En conséquence, Mgr Elango aurait suspendu le révérend Yuh de ses fonctions pendant six mois sans traitement, lui aurait interdit l'accès aux locaux et aurait nommé de nouveaux pasteurs qui ont été chargés de l'administration de l'archidiaconé.

Le 11 août, à Ebolowa (région Sud), les autorités ont fermé temporairement l'église presbytérienne du quartier d'Elat à la suite de différends survenus entre trois de ses factions. En janvier, l'Assemblée générale de l'EPC a scindé le consistoire Ntem existant en trois unités pastorales, à savoir les consistoires Ntem, Endam et Mvangan-Jérusalem. Les trois factions en conflit n'avaient pas pu parvenir à un accord sur l'administration de l'église.

De même, le 24 février, les autorités locales ont confirmé la décision de fermer les chapelles de Nkol-Mvolan et de Mbama à Abong-Mbang (région Est), closes depuis 2014. Le 3 mai, Justin Mvondo, préfet du département de la Vina (région d'Adamaoua), a tenté d'expulser le pasteur Bouloumégué Boyomo de la paroisse EPC de Ngaoundéré Philadelphie à la suite d'un conflit interne concernant la création de nouvelles unités pastorales. Le préfet et le pasteur appartenaient à des factions opposées de l'EPC. Selon les médias, le préfet entendait faire usage de son autorité de fonctionnaire de l'État pour que sa faction prenne le contrôle de la paroisse Ngaoundéré Philadelphie. Le gouverneur de l'Adamaoua et le délégué général à la sécurité nationale sont intervenus, avec l'approbation du MINATD,

pour empêcher l'expulsion du pasteur Boyomo. Le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation a déclaré que la décision du préfet constituait une menace pour l'ordre public et que ce fonctionnaire serait tenu personnellement responsable des conséquences de ses actions à l'encontre de l'unité, de la paix et de la liberté de culte.

De nombreux chefs et représentants éminents d'organisations religieuses se sont déclarés contre Boko Haram, ses attaques contre les forces de sécurité camerounaises et ses tentatives d'obtenir le soutien des populations locales pour ces attaques. En mai, le Conseil des imams et des dignitaires musulmans du Cameroun (CIDIMUC), organisation de la société civile visant à promouvoir le dialogue interconfessionnel et la tolérance religieuse, s'est assemblée à l'occasion de sa quatrième conférence annuelle et a attiré l'attention sur les difficultés relatives à la paix et à la sécurité et sur la « citoyenneté responsable » des imams.

Des dirigeants chrétiens et musulmans ont signalé qu'ils collaboraient pour protéger leurs communautés respectives de la violence infligée par Boko Haram. En outre, les médias ont noté que des chrétiens assuraient la sécurité de mosquées pendant les prières et que des musulmans leur rendaient le même service en retour et gardaient des églises le dimanche, réduisant ainsi le risque d'une attaque terroriste surprise de Boko Haram. Cette stratégie issue des communautés consistant en une protection réciproque des lieux de culte a été mise à l'essai dans certains villages de la région Extrême-Nord situés le long de la frontière nigériane et, selon le gouverneur Midjiyawa Bakary, devait être étendue à l'ensemble de la région.

Certains dirigeants musulmans du nord du pays ont déclaré que Boko Haram n'était pas un mouvement religieux mais un mouvement exclusivement terroriste. Certains ont également noté que le plus grand problème n'était pas celui des tensions interconfessionnelles mais celui des tensions intra-confessionnelles. De nombreuses personnes continuaient d'associer Boko Haram à l'islam et/ou à un groupe ethnique donné, ce qui contribuait à accroître la stigmatisation de certains musulmans. Des dirigeants musulmans ont déclaré que les versions modérées de l'islam (telles que la Tijaniyya) étaient menacées par les versions intégristes (telles que le Wahhabisme), menace parfois intensifiée par des écarts générationnels. D'autres dirigeants musulmans pensaient qu'il n'existait pas de tel conflit au sein de l'islam.

En décembre, pendant la fête de la Tabaski à Yaoundé, des chrétiens se sont joints à des groupes musulmans pour participer aux célébrations. Les médias ont rapporté les propos de membres des communautés qui estimaient que la tolérance religieuse était une stratégie nécessaire pour lutter contre Boko Haram. Également, selon un dirigeant musulman, des chrétiens et des musulmans ont chanté et défilé ensemble à Fouban pendant le ramadan.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

L'ambassade des États-Unis a régulièrement discuté de la liberté religieuse et de l'importance du dialogue interconfessionnel avec des responsables du gouvernement, notamment avec le premier vice-président du Sénat qui est aussi un *lamido* (dirigeant musulman traditionnel), le ministre délégué des relations extérieures chargé des relations avec le monde islamique, et des fonctionnaires de l'administration départementale. Dans leurs interactions avec les pouvoirs publics, les responsables de l'ambassade ont prôné une plus grande transparence et une plus grande efficacité dans l'approbation du statut des organisations religieuses. Ils ont également évoqué la question des conflits qui perdurent entre les dirigeants ecclésiastiques et le personnel au sein de groupes chrétiens.

Le 14 novembre, l'ambassadeur s'est rendu dans le nord du pays où il a rencontré des dirigeants musulmans traditionnels et des représentants de l'administration locale. Des fonctionnaires de l'ambassade ont également rencontré des personnalités éminentes des communautés chrétiennes et musulmanes, dont notamment le coordinateur du CIDIMUC, un ancien président de la Conférence mondiale des Religions pour la Paix, et le secrétaire général de l'Union islamique du Cameroun. Ils ont rencontré en outre l'archevêque catholique de Garoua, l'archevêque émérite de Douala, le grand imam de Garoua, l'imam de Pompouré à Garoua, et l'administrateur adjoint de la commission de l'archidiaconé de l'Église anglicane du Cameroun pour les régions nord-ouest et ouest. Lors de ces rencontres, les conversations ont porté sur la promotion de la tolérance religieuse et de l'établissement de la paix. L'ambassade a souligné l'engagement des États-Unis en faveur du dialogue interconfessionnel et la coopération face aux menaces de Boko Haram.

L'ambassade a parrainé un projet visant à engager les jeunes pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation. Ce projet a contribué à sensibiliser 500 dirigeants de mouvements de jeunesse dans tout le pays à l'importance de la prévention de la radicalisation au nom de la religion. Les messages transmis aux

dirigeants de jeunes au cours du projet comportaient des appels à la tolérance religieuse, au dialogue interconfessionnel et au rejet d'une lutte entre musulmans et chrétiens.

L'ambassade a financé deux projets visant à promouvoir la tolérance religieuse. Le premier a rassemblé plus de 150 dirigeants de la société civile et religieux et des représentants du gouvernement et de l'ambassade des États-Unis pour traiter du dialogue intergénérationnel, interconfessionnel et multiculturel et pour le promouvoir. Dans le cadre du projet, trois participants se sont rendus à Maroua, quinze jours après l'attentat à la bombe perpétré sur la place du marché par Boko Haram et ils se sont entretenus avec les victimes. Ces trois participants ont tenu un atelier avec 40 dirigeants de groupements de jeunesse de Maroua durant lequel ils ont échangé leurs expériences des attaques de Boko Haram et ont débattu des stratégies et des pratiques optimales selon lesquelles les jeunes pourraient lutter contre la radicalisation.

Le second projet, qui portait sur les problèmes de l'intolérance religieuse chez les jeunes, a fait appel à des représentations théâtrales, des présentations de poésie, des récits oraux et de la musique pour promouvoir la diversité et l'inclusion et pour bâtir des communautés tolérantes à l'égard des diverses religions. Ce projet a formé 100 pairs-dirigeants à la formation d'autres jeunes par le biais des médias sociaux pour diffuser des messages de tolérance religieuse. Il a parrainé le premier concours national de narration et de poésie orales sur la tolérance religieuse, et les participants ont contribué au développement et à la production d'un feuilletton radiophonique sur la question.